

Reporterre

le quotidien de l'écologie

L'écologie populaire, c'est aussi dans les campagnes

18 octobre 2019 / [Lorène Lavocat et Mathieu Génon \(Reporterre\)](#)



Les territoires ruraux et périurbains ne sont pas des décors de carte postale, comme l'a rappelé le mouvement des Gilets jaunes. Dans le cadre de son dossier « écologie et quartiers populaires », Reporterre a souhaité comprendre la vie des habitants de ces territoires désertés par les services

publics et aux moyens de transport contraints.

Avec le mouvement des Gilets jaunes, nombre de Français ont découvert la dure réalité des campagnes. La précarité, qu'on pensait circonscrite dans les banlieues, perfore en fait depuis longtemps les territoires ruraux et périurbains. Les campagnes ne sont pas (que) de douces collines où pâturent de paisibles ruminants, des « *paradis verts* » où s'échapper le temps d'un week-end. À l'inverse, ce ne sont pas non plus ces lieux de relégation que l'on nous décrit parfois, où la transition écologique serait sacrifiée sur l'autel du glyphosate et du diesel. Tant bien que mal, les petits pays défrichent de nouveaux chemins.

Il y a quatre ans, *Reporterre* lançait un projet éditorial intitulé « **Écologie et quartiers populaires** ». À travers des reportages et des ateliers médias, il s'agissait de porter la voix des habitants des quartiers populaires. À partir de 2019, nous avons décidé de sortir des agglomérations pour aller à la rencontre de celles et ceux qui vivent en milieu rural.

En amont, de nombreuses questions nous ont titillés : Qu'appelle-t-on milieu rural ? Pourquoi parle-t-on de déclassement ? Qui sont les classes populaires habitant ces territoires ? Comment vivent-elles la transition écologique ? Des chercheurs — sociologues, géographes — et des habitants ont accepté de jouer nos boussoles. Ils défont, au passage, quelques-unes de nos idées reçues.

Dernière précision avant d'aller plus loin : « *Les territoires ruraux sont divers, et les classes populaires le sont tout autant* », souligne le géographe Damien Deville. Les campagnes du Sud-Ouest n'ont rien à voir, ou si peu, avec celles du Grand Est. Et les classes populaires, qui désignent traditionnellement les catégories socioprofessionnelles « *ouvriers* » et « *employés* », regroupent des groupes sociaux extrêmement différents. Il ne s'agit donc pas de dresser un panorama exhaustif, mais de donner quelques clés de lecture et de compréhension.

Où s'arrête la ville et où commence la campagne ?



Pour l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), « *l'espace rural regroupe l'ensemble des petites unités urbaines et communes rurales n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine (pôles urbains, couronnes périurbaines et communes multipolarisées)* ». Cet espace représente 70 % de la superficie du pays, et comprend les deux tiers des communes de la France métropolitaine.

Des territoires vastes donc, mais peu peuplés. Trois Français sur quatre vivraient en ville... sauf que la ville se définit à partir de 2.000 habitants. Comment comparer un village de 2.500 âmes et l'agglomération lyonnaise ? Plus précisément, [le Centre d'observation de la société estime](#) que les 33.000 communes peu ou très peu denses rassemblent un tiers des Français ; à l'autre bout du spectre, les 609 communes les plus densément peuplées regroupent un gros tiers de la population. Un autre tiers vit dans 3.000 communes de densité intermédiaire.

Au-delà des catégories se posent la question des « *entre-deux* ». La sociologue Violaine Girard s'est intéressée aux zones périurbaines, « *ces communes dont plus de 40 % de la population travaille dans le pôle urbain voisin* ». À mi-chemin entre la ville et la campagne, ces territoires rencontrent bien souvent les mêmes problématiques qu'en milieu rural : désertion des services publics, dépendance à la voiture...

Comment se fait-il que les campagnes se dépeuplent ?



« La France et l'Europe s'inventent majoritairement autour de politiques d'attractivité,, explique Damien Deville, géographe. Ce faisant, les politiques de décentralisation ne font que recentraliser compétences et occasions favorables autour de ces villes-royaumes que sont les grandes métropoles. » Des métropoles qui captent les différentes politiques publiques de développement et l'essentiel des financements, concentrent les structures culturelles et les services sociaux leur permettant de développer des « filières d'avenir », d'améliorer leur qualité paysagère... bref, d'attirer classes moyennes et supérieures. À l'opposé, « la précarité transperce en partie les villes petites et moyennes, ainsi que les territoires ruraux », notamment dans les anciennes cités industrielles comme Saint-Étienne (Loire), Alès (Gard) ou Roubaix (Nord).

D'après Damien Deville, « plusieurs idéologies dans le développement territorial se sont succédé ». Dans les années 1960, il s'agissait de construire les avantages comparatifs : chaque région se spécialisait dans un secteur d'activité. Après l'an 2000 vint le temps des « pôles de compétitivité », couplant entrepreneuriat, structures industrielles et centres de recherche. Plus récemment, le modèle des Länder allemands se serait imposé, « encourageant à redonner des compétences à des blocs territoriaux d'envergure pour que ces derniers puissent peser dans l'économie monde ». « Cette approche, entérinée par la loi Notre [la loi « portant nouvelle organisation territoriale de la République »], a poussé les territoires à déployer leur énergie et

leurs ressources sur la centralité d'une grande métropole, observe le géographe. Cela a créé de nouvelles inégalités entre les régions d'une part, mais également à l'intérieur d'une même région. En Occitanie par exemple, il y a d'énormes disparités entre Toulouse et l'Ariège, entre Montpellier et le Sud cévenol. »

Les résultats de cette politique sont bien palpables : le tissu économique local s'effrite, le chômage et le taux de pauvreté augmentent hors des métropoles. « *Les territoires ruraux ont l'impression d'être abandonnés*, estime Dominique Marmier, producteur de lait à comté dans le Haut-Doubs et président de la fédération Familles rurales. *Les services publics disparaissent, les écoles ferment ou se restructurent, elles sont de plus en plus loin. Les commerces, la poste, l'accès aux soins, tout disparaît.* »

Cependant, la périphérie des grandes villes peut encore attirer. En zone périurbaine, Violaine Girard a pu étudier un phénomène méconnu : « *Les classes populaires, des ménages d'ouvriers et d'employés notamment, viennent s'y installer, afin d'accéder à la propriété. Certaines familles viennent des banlieues, il s'agit d'une promotion sociale et résidentielle.* »

Peut-on parler d'une « fracture territoriale » ?



Au début des années 2000, le géographe Christophe Guilluy a popularisé l'idée d'une « *fracture territoriale* » séparant les métropoles de la « *France périphérique* », délaissée de la

mondialisation et oubliée des politiques. Pour le sociologue Benoît Coquard, « *si fracture il y a, elle est sociale bien plus que territoriale* » : « *En milieu rural, on retrouve davantage d'ouvriers et d'employés qu'ailleurs, mais aussi des populations qui vivent très bien, des propriétaires terriens, des multinationales, souligne-t-il. Les inégalités sont aussi présentes à l'échelle locale.* » Une analyse partagée par Violaine Girard : « *Les zones périurbaines ne sont pas des territoires de relégation, ce ne sont pas des populations déclassées, dit-elle. Objectivement, les quartiers populaires des agglomérations restent les plus stigmatisés et les plus touchés par la pauvreté et le chômage.* »

Les chiffres sont à ce propos éloquentes : **près des deux tiers des personnes pauvres vivent dans de très grandes villes**, particulièrement dans les banlieues. Mais, à l'inverse, les trois quarts des cadres se trouvent dans les grandes agglomérations. « *Les classes populaires, ouvriers et employées, sont nombreuses dans les territoires périurbains et ruraux* », précise M^{me} Girard.

Des proportions qui expliquent cette impression largement partagée par les ruraux « *que la situation sociale reste difficile, que les élites politiques les ont oubliés* » : « *Dans ces territoires, nombre de personnes ont l'impression de ne devoir leur trajectoire qu'à eux-mêmes et à leurs efforts* », poursuit-elle.

Qui sont les classes populaires vivant en milieu rural ?



Benoît Coquard a longuement suivi les jeunes issus de classes populaires dans les campagnes du Grand Est. « *Ceux qui ont un peu plus de ressources économiques et de capital scolaire ont souvent tendance à émigrer en ville pour le temps des études, et peu d'entre eux reviennent, commence-t-il. Quant à ceux qui restent, ils ont des parcours scolaires courts, des emplois manuels, ouvriers.* » Face au manque de travail et de structures d'encadrement dans certaines régions rurales désindustrialisées, « *ces jeunes, souvent précaires, développent des stratégies de solidarité et de débrouille* ». Le « *clan* » d'amis, comme ils disent, ou leur bande de potes, sont essentiels pour s'entraider, tant sur le plan matériel, que symbolique. Par exemple, « *le fait d'être entouré permet aux jeunes adultes de se prémunir de la "sale réputation" qui accompagne généralement les périodes de chômage dans un village où "tout le monde se connaît"* ».

Si le chercheur réfute l'idée selon laquelle ces jeunes ne bougent jamais — « *ce sont des migrants scolaires ou économiques, ils vont là où ils trouvent un job ou une formation* » —, il a constaté l'importance du « *capital d'autochtonie* » : « *Il s'agit d'une forme de capital social liée au fait d'être du coin*, décrit-il. *Les jeunes des classes populaires cherchent à rester sur place, car c'est dans ce réseau qu'ils trouvent un rôle défini et donc une forme de reconnaissance qu'ils n'auraient certainement pas en ville. L'espace local leur permet de valoriser des manières d'être populaire : être une mère de famille respectable, un bon chasseur, un footballeur doué. Ailleurs, certains éléments fondamentaux de leur style de vie seraient au contraire une source de mépris.* »

Jean-Yves Pineau vit à Limoges (Haute-Vienne), où il porte des projets de développement rural au sein des Locals. D'après lui, « *il n'y a aucune politique sociale digne de ce nom dans les territoires ruraux. Autant, en ville, il existe des mesures pour les quartiers prioritaires, autant dans les campagnes, on est dans le monde de l'invisible, du caché. Dans un village de 350 habitants, on va avoir 15 pauvres, 30 vieux, 10 jeunes... tout est dilué, donc on peut mettre la poussière sous le tapis.* » À l'opposé, il constate le « *maintien d'une classe dominante rurale* » : « *L'organisation rurale est traditionnellement très pyramidale, voire seigneuriale, les notables locaux tiennent ces territoires, même s'ils ne sont pas aussi denses qu'auparavant.* » À cela s'ajoute, dans le Sud-Ouest notamment, une « *gentrification rurale, un embourgeoisement des territoires, avec des gens qui s'installent avec du pouvoir d'achat et un capital culturel* ».

Comment vit-on la crise écologique à la campagne ?



Avec leur revendication contre la hausse de la taxe sur les carburants, les Gilets jaunes ont mis la justice écologique sur le devant de la scène.

« À la campagne, beaucoup de ces jeunes se sont politisés autour de l'usage de la route, de l'autonomie des déplacements, et ceci depuis quelques années déjà », analyse Benoît Coquard. Contestation des radars, des 80 km/h, du prix des carburants. La voiture est d'abord un outil indispensable, « vital », dans des territoires où tout est délocalisé — commerce, travail, école. « La journée type d'une mère de famille, ce sont des trajets dans tous les sens, pour aller faire les courses, chercher les enfants. Et, parfois, on se fait avoir par un radar sur une route quotidienne », illustre le chercheur. Mais la route exprime également tout un mode de vie : « La taxe carbone représente une remise en cause d'un style de vie pour lesquels ils se sont battus, souvent ils se sont endettés pour devenir propriétaire, quitte à s'éloigner des lieux d'emploi, estime le chercheur. Ils assument ces contraintes d'éloignement tout en étant fiers qu'on ne vienne pas leur dire comment faire sur "leurs routes", sur lesquelles ils ne croisent pas grand-monde. La raison de la colère n'est pas qu'une question de budget, mais aussi celle d'un rapport à l'espace, de la liberté d'utiliser son espace de vie qui s'étend sur de très longues distances depuis que la vie quotidienne a été morcelée. » Pour le sociologue, « ces jeunes évoquent souvent avec nostalgie l'époque où tous les services publics et les entreprises étaient présentes dans le même canton, où l'on se rendait au travail à vélo et rencontrait ses amis dans le bistrot du coin, observe-t-il. Ils auraient aimé vivre à cette époque pour beaucoup d'entre eux, mais pour perpétuer un minimum les liens sociaux et vivre de leur travail, ils ont

aujourd'hui toutes ces contraintes de déplacements automobiles. »

Même son de cloche du côté de Dominique Marmier : *« Il n'y a aucune alternative à la voiture en milieu rural, souligne-t-il, dénonçant au passage la fermeture de nombreuses gares et lignes ferroviaires. D'où un très fort sentiment d'injustice. »* Renvoyer les habitants des campagnes à une nécessaire action individuelle s'avère ainsi contre-productif. *« Les discours sur la responsabilité des ménages ne fonctionnent pas, estime Violaine Girard. Ils sont vus comme un mépris de classe culpabilisant, et ils ont la figure du "bobo urbain" en horreur. »*

Pour autant, affirme l'agriculteur, *« les préoccupations environnementales sont bien présentes »* : *« On vit le changement climatique, avec les sécheresses, et la perte de la biodiversité, parce qu'on voit de moins en moins d'oiseaux, d'insectes. »* Il cite également le problème des *« passoires thermiques, avec toutes ces vieilles maisons qu'il faudrait isoler »*.

« L'écologie est bien présente dans les têtes et les modes de vie — potager, cueillette, inquiétude quant aux pesticides — même si elle n'est pas conscientisée comme telle, dit M. Coquard. En milieu rural, les jeunes ouvriers ou employés n'ont pas un rapport contemplatif à la nature mais productif ; il s'agit des terres que l'on cultive, des forêts où l'on chasse ou cueille des champignons, des paysages que l'on traverse en voiture. »

À quoi pourrait ressembler une transition écologique et sociale rurale ?



Pour Damien Deville, la solution pourrait passer par un rapport renouvelé à la nature, dans les campagnes. En tant qu'anthropologue, il a travaillé sur « *les potagers comme lieux d'émancipation pour les classes populaires* », dans les petites villes notamment. D'après lui, au-delà de la motivation économique et pécuniaire, les jardins permettent de retrouver une certaine liberté : « *J'ai souvent entendu des gens me dire : "Quand j'étais au chômage, je passais la plupart de mes journées au bistrot ; aujourd'hui, je vends de la menthe", raconte le chercheur. Pour l'image qu'ont ces jardiniers d'eux-mêmes, et pour l'image qu'ils renvoient aux autres, cela change tout ! Il y a aussi une opposition très forte entre le travail au jardin et le travail à la chaîne. Dans le potager, ils sont leur propre chef, ils créent du lien, du collectif.* »

Au-delà de ce niveau très local, qui passe par la création de lieux de rencontre et d'échanges en milieu rural (tiers-lieu, associations), M. Deville estime qu'« *il serait intéressant de construire des politiques de développement local qui s'inspirent de la spécificité de chaque lieu et de chaque territoire* ». Ne pas chercher à uniformiser, à reprendre des recettes venues d'ailleurs, mais au contraire partir de ce qui se passe sur le terrain. Message partagé 5 sur 5 par Jean-Yves Pineau, de l'association Les Localos : « *L'échelle locale est la bonne pour faire la transition écologique, affirme-t-il. On réinvente le monde à partir du petit périmètre où l'on vit, car on en est acteur, on peut maîtriser des choses, construire et s'émanciper.* » À l'opposé des politiques publiques fondées sur le développement territorial, M. Pineau défend une approche « *de bas en haut* », qui parte des personnes et de leurs expériences.

Dominique Marmier égraine quant à lui les solutions déjà existantes, « *qu'il faut à présent disséminer* » : des espaces de travail partagé (*coworking*), « *avec une crèche à côté* », pour limiter les déplacements et créer du lien ; « *un soutien à l'agriculture locale* », à travers le développement de circuits courts ; « *des centres de soins, avec éventuellement une offre de télé santé* » ; et une « *lutte contre l'illettrisme numérique* », autrement dit un accompagnement à destination des 23 % de la population qui n'ont pas d'ordinateur ou pas de couverture de téléphonie mobile. « *Quand on leur pose la question, 80 % des Français aimeraient vivre en milieu rural, et 60 % des personnes y créeraient bien leur entreprise... mais ils ne le font pas*, observe M. Marmier. *Encourageons-les à venir s'installer ici !* »

-
- **Regarder le reportage de notre photographe en Bourgogne-Franche-Comté et en Île-de-France en septembre 2019**

Lire aussi : [Écologie et quartiers populaires](#)

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Photos : © Mathieu Génon/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Enquête >
- Adresse de cet article :
<https://reporterre.net/L-ecologie-populaire-c-est-aussi-dans-les-campagnes>